



ASSEMBLEE PAS GENIALE

Jeudi 31 janvier, Christian Töpfer a convié les salariés de Colombes à une « assemblée générale » le vendredi 1^{er} février à 11h00. A 14h00, soit 3 heures après leur avoir posé un lapin et sans jamais s'en être excusé depuis, il a finalement annoncé par e-mail, son report à la semaine suivante. Les salariés ont donc dû attendre le mardi suivant, à la fois curieux et inquiets, puisque la dernière AG avait été marquée par l'annonce de licenciements. Point de mauvaise nouvelle cette fois... mais du mépris. En présence de Fabien Sfez, gérant de Plurimedia sous Lagardère devenu consultant pour Media Press, le directeur général a déroulé son discours, ignorant tout simplement de façon odieuse les questions des salariés qu'il trouvait gênantes. Une attitude intolérable et irrespectueuse, indigne d'un dirigeant soucieux de gagner la confiance de ses équipes et mener à bien une transition reconnue comme difficile.

Et pour mémoire...

A la fin du mois de février, cela fera déjà un an que Plurimedia aura été rachetée par Media Press au groupe Lagardère. Pourtant, l'ambiance n'est pas à la fête, bien au contraire. En l'espace de douze mois, la petite « pépite » de Lagardère, comme était surnommée l'entreprise, semble s'être transformée en gros cailloux dans la chaussure d'un nouveau propriétaire pressé d'en vider la substance, à savoir les compétences, les outils et les salariés.

Près d'un mois après le rachat, les salariés du site de Levallois-Perret ont été déménagés à Colombes dans des locaux au rabais, dans une zone quasiment dépourvue de tout commerce, ne leur laissant pour déjeuner qu'un « restaurant » d'entreprise bas de gamme rencontrant des problèmes d'hygiène.

Près de deux mois après le rachat, la direction lançait une période de « tests » pour déterminer si ses outils pourraient être adaptés aux besoins des clients de Plurimedia. Des tests dont personne n'a jamais vraiment pu comprendre la nature, ni voir les résultats.

Près de quatre mois après le rachat, les salariés de Plurimedia votaient massivement une motion de défiance, exprimant leurs sérieux doutes quant à la capacité de Media Press à assurer la pérennité de l'entreprise et, surtout, de ses salariés.

Près de six mois après le rachat, 12 salariés peu confiants dans le nouvel avenir de l'entreprise l'avaient déjà quittée en rupture conventionnelle ou en démission. Aucun n'a été remplacé, laissant notamment un service culture exsangue.

Près de sept mois après le rachat, la direction annonçait brutalement la mise en place d'un « projet » de réorganisation du service icono, autrement dit des licenciements. A l'issue de la période de deux mois d'information-consultation de la DUPE, le projet a été mis en œuvre tel que prévu dès le départ, sans jamais tenir compte des avis exprimés par les représentants du personnel, assistés d'un avocat et d'experts, exprimant notamment :

- Des motifs de licenciements non recevables
- Des indemnités légales de licenciement non respectées, et plus généralement des conditions de départ indignes
- Des risques déjà avérés et potentiels pour la santé des salariés
- Une méthode de réorganisation et d'introduction d'outils à revoir complètement
- Des risques graves sur la production

Près de onze mois après le rachat, au total, 18 salariés ont quitté l'entreprise, dont 5 ont subi un licenciement économique. A cela s'ajoutent trois licenciements supplémentaires potentiels, concernant des salariés protégés et dont le sort est suspendu à la décision de l'inspection du travail.

Aujourd'hui, une partie de la production de Plurimedia est déjà délocalisée en Pologne et en Serbie.

Semblant suivre un mystérieux calendrier, aujourd'hui, Media Press se montre extrêmement pressée de mettre ses outils en production, quitte à faire prendre des risques très graves pour la production. La direction dit avoir besoin de la confiance des salariés et de leurs commentaires... mais fait la sourde oreille. Comme c'est le cas sur tous les sujets depuis le rachat, elle n'écoute personne et impose son rythme. Le passage sous le système Hubert de productions importantes, à commencer par Télé 2 Semaines, que tous les salariés concernés annoncent impossible à courte échéance, font redouter le pire. Magdalena Cechnicka comparait les outils de Plurimedia à une voiture n'ayant pas passé le contrôle technique depuis 15 ans : quelle surprise de constater aujourd'hui que la voiture de Media Press semble avoir bien du mal à l'égaliser !

Nous alertons, une nouvelle fois, la direction. Si elle s'obstine à agir sans concertation et dans la précipitation, le risque de mal servir voire de ne pas servir du tout des clients parmi les plus importants de l'agence, est bien réel. Et, avec lui, celui encore plus grave de les perdre et mettre en péril nos emplois.